



**ACCORD CADRE  
LOT F10**

**TRAVAUX DIVERS DE GENIE CIVIL DE SECONDE PHASE, INTERNES AUX BATIMENTS DU RJH**

**ACCORD CADRE N° 5200xxxxxx**

ENTRE :

**Le Commissariat à l'Energie Atomique et aux Energies Alternatives**, établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, dont le siège social est situé bâtiment le Ponant D-25 Rue Leblanc à Paris 15<sup>ème</sup> – immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S PARIS B 775 685 019,

représenté par **Monsieur François JACQ**, agissant en qualité d'Administrateur Général du CEA,

ci-après dénommé « **le CEA** » d'une part

ET :

La société **XXXX**, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de XXXX sous le numéro XXXX, dont le siège social est situé au XXXX,

représentée par **XXX**, agissant en qualité de XXX de site du XXX au sein XXX,

ci-après dénommée « **le Titulaire** » d'autre part,

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :**

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1</b>	<b>OBJET</b> .....	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2</b>	<b>DOCUMENTS APPLICABLES</b> .....	<b>4</b>
<b>ARTICLE 3</b>	<b>PERIMETRE DE L'ACCORD-CADRE</b> .....	<b>4</b>
3.1	PART ESTIMATIVE SUR BONS DE COMMANDE : .....	5
3.2	PART ESTIMATIVE POUR PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES ET SUPPLEMENTAIRES : .....	5
3.2.1	Poste 4 : Marches subséquents .....	5
3.2.2	Poste 5 : Aléas de chantier .....	5
<b>ARTICLE 4</b>	<b>CONDITIONS D' EXECUTION</b> .....	<b>6</b>
4.1	DELAIS D'EXECUTION .....	6
4.2	CONDITION GENERALES D'EXECUTION .....	6
4.2.1	Obligation de résultat.....	6
4.2.2	Obligation générale de conseil et d'information.....	6
4.2.3	Confidentialité .....	6
4.2.4	Conflit d'intérêt .....	6
4.2.5	Lieu et horaires d'exécution de la prestation .....	7
4.2.6	Travail en horaires atypiques .....	7
4.2.7	Traçabilité.....	7
4.3	CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION DU MARCHE .....	7
4.3.1	Livrables documentaires.....	7
4.3.2	Organisation et suivi des prestations .....	7
4.3.3	Mise à disposition et accord pour travaux .....	7
4.3.4	Responsables techniques.....	8
4.3.5	Arrêts de chantier.....	8
<b>ARTICLE 5</b>	<b>NOTIFICATION DES DECISIONS LIEES AU MARCHE</b> .....	<b>9</b>
5.1	NOTIFICATION DES DISPOSITIONS PREVUES AU CONTRAT .....	9
5.1.1	Prestations unitaires forfaitaires : Bons de commande (BDC) .....	9
5.1.2	Ordre de service (OS).....	9
5.2	NOTIFICATION DES DISPOSITIONS NON PREVUES AU CONTRAT (TRAITEMENT DES MODIFICATIONS) .....	10
5.2.1	Conditions d'exécution des prestations complémentaires : marchés subséquents.....	10
5.2.1.1	Expression des besoins .....	10
5.2.1.2	Offre du titulaire.....	10
5.2.1.3	Marché subséquent .....	10
5.2.2	Conditions d'exécution des prestations complémentaires et supplémentaire : aléas de chantier.....	11
5.2.3	Établissement du prix des modifications du marche .....	11
5.2.4	Remise de l'offre de prix au CEA.....	11
5.3	SUSPENSION OU CLOTURE D'UNITES D'ŒUVRE .....	12
5.4	CLAUDE DE REEXAMEN DE LA LISTE DES UNITES D'ŒUVRE (PRESTATIONS UNITAIRES FORFAITAIRES) .....	12
5.5	AVENANT .....	12
<b>ARTICLE 6</b>	<b>PRIX - CONDITIONS FINANCIERES</b> .....	<b>12</b>
6.1	CONTENU ET CARACTERE DES PRIX.....	12
6.2	MONTANT DE L'ACCORD-CADRE .....	12
6.3	REVISION DES PRIX .....	13
<b>ARTICLE 7</b>	<b>DECOMPTES</b> .....	<b>13</b>
<b>ARTICLE 8</b>	<b>CONDITIONS DE PAIEMENT</b> .....	<b>13</b>
8.1	PART ESTIMATIVE SUR BONS DE COMMANDE .....	13
8.2	PART ESTIMATIVE POUR PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES ET SUPPLEMENTAIRES.....	14
<b>ARTICLE 9</b>	<b>CONDITIONS DE FACTURATION</b> .....	<b>14</b>
9.1	MODALITES DE FACTURATION.....	14
9.2	REGIME FISCAL .....	15
<b>ARTICLE 10</b>	<b>SOUS-TRAITANCE</b> .....	<b>15</b>

Ce document est la propriété du CEA/Cadarache et ne peut être utilisé, reproduit ou communiqué sans son autorisation

Référence du document	PRJH	B23-01514-EMA	5200XXXXX	2/32
	Emetteur	AFFAIRE	Numéro de marché	

<b>ARTICLE 11</b>	<b>DUREE MARCHE.....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 12</b>	<b>PENALITES.....</b>	<b>15</b>
12.1	MODALITES D'APPLICATION DES PENALITES ET PLAFOND .....	16
<b>ARTICLE 13</b>	<b>QUALITE / SECURITE / SURETE / ENVIRONNEMENT .....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 14</b>	<b>RECEPTION.....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 15</b>	<b>GARANTIE .....</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 16</b>	<b>MARCHE SENSIBLE .....</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 17</b>	<b>CONTROLE COMPTABLE.....</b>	<b>19</b>
<b>ARTICLE 18</b>	<b>JURIDICTION COMPETENTE.....</b>	<b>19</b>
ANNEXE 1	BORDEREAU GENERAL DES PRIX (BGP) .....	21
ANNEXE 2	BORDEREAU GENERAL DES PRIX DESCRIPTIF (BGPD).....	22
ANNEXE 3	PROTECTION DES INFORMATIONS SENSIBLES NON CLASSIFIÉES.....	23
ANNEXE 4	OBLIGATIONS DU TITULAIRE QUANT A SON PERSONNEL INTERVENANT SUR SITE RJH .....	25
ANNEXE 5	ARTICLE « ASSURANCE CONSTRUCTION » CEA, VERSION 2009.....	29

**Affaire suivie techniquement par :**  
Nom : Julien MAS (FRAMATOME)  
Tél : 07.88.64.73.80  
Email : [julien.mas@cea.fr](mailto:julien.mas@cea.fr)

**Affaire suivie commercialement par :**  
Nom : Eva MARRARA (CAPGEMINI)  
☎ : 06.83.27.67.00  
E-mail : [eva.marrara@cea.fr](mailto:eva.marrara@cea.fr)

## **ARTICLE 1 OBJET**

Le présent Accord-cadre, ci-après désigné « Marché », a pour objet de définir les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, la réalisation de travaux divers de génie civil de seconde phase, internes aux bâtiments du Réacteur Jules Horowitz (RJH),.

Le Marché est réalisé pour le compte du CEA / Projet RJH en qualité de maître d'œuvre et maître d'ouvrage.

## **ARTICLE 2 DOCUMENTS APPLICABLES**

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché (et de ses annexes), lesuelles prévalent :

- les prescriptions de Sécurité – Sûreté nucléaire – Radioprotection du marché et leurs annexes (référentiels correspondants),
- le dossier de consultation du CEA référencé B23-01514-EMA,
- la Spécification Technique d'achats référencé TA-6781779 A,
- la liste des documents applicables référencée TA-6802311 A,
- les règles applicables aux Entreprises Extérieures (Titulaires ou sous-traitants de marchés) en matière de discipline, de santé et de sécurité au travail sur le Centre du CEA Cadarache, dont le règlement intérieur du CEA Cadarache et celui du chantier RJH dans leurs versions en vigueur,
- la Procédure d'Entrée et sortie de Matériel du centre de Cadarache référencée DEN/CAD/DIR/PR 026,
- les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA (Edition de Janvier 2022),
- Le Cahier des Clauses Sociales particulières applicable aux prestations réalisées par des Entreprises extérieures et impliquant l'intervention de leur personnel sur un site CEA (C2SP),
- à titre supplétif, l'offre du Titulaire référencée xxxxx en date du xx/23

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

Le Titulaire est réputé avoir eu toute possibilité d'apprécier exactement l'étendue et la teneur de sa mission, objet du marché ; il ne pourra par la suite se prévaloir d'aucune omission, insuffisance de description ou de données ou d'informations pour refuser d'intégrer dans sa mission les prestations nécessaires à son plein et bon accomplissement.

Le Titulaire est tenu de signaler par écrit au C.E.A, avant toute exécution, toute erreur ou omission et de proposer éventuellement les modifications ou adaptations qu'il juge nécessaires d'apporter à ces pièces et documents pour assurer la parfaite exécution du marché.

## **ARTICLE 3 PERIMETRE DE L'ACCORD-CADRE**

Les prestations, objet de l'accord cadre, seront réalisées conformément aux dispositions des documents CEA précités, ainsi qu'aux prescriptions des textes et normes en vigueur.

Le montant plafond de l'accord cadre est fixé à **12 000 000 € HT**.

Référence du document	PRJH	B23-01514-EMA	5200XXXXX/PG000	4/32
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

### 3.1 PART ESTIMATIVE SUR BONS DE COMMANDE :

#### - Poste 1 : Études

##### a) Études, qualifications et convenances

- Etudes d'organisation (Dossier PRO)
- Qualifications
- Convenances de mise en œuvre

##### b) Dossier des ouvrages exécutés (DOE)

- Production de plan de coffrage (PLC) / plan de ferrailage (PLF) (PREL/BPE/TQC) et plans de fabrication (PREL/BPE/TQC) pour les éléments fabriqués en usine
- Modification de plans TQC existants
- Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) final

#### - Poste 2 : Installations générales

##### a) Mise en place des installations

##### b) Maintien des installations générales sur la durée du Marché

##### c) Repli de l'ensemble des installations ci-dessus

#### - Poste 3 : Travaux

Ces postes sont décomposés en UO forfaitaires dont les quantités sont estimatives. Ces quantités ne constituent pas un engagement de dépense ou de volume de la part du CEA. Les unités d'œuvre sont commandées autant que besoin par le CEA.

Seuls pourront être pris en compte et imputés sur cette part les Bons de Commandes (BdC) instruits et réalisés conformément aux dispositions de l'articles 5.1 « Notification des dispositions prévues au contrat ».

### 3.2 PART ESTIMATIVE POUR PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES ET SUPPLEMENTAIRES :

#### 3.2.1 Poste 4 : Marchés subséquents

Réalisation de prestations complémentaires qui concernent notamment, le traitement de points durs qui nécessiteraient la mobilisation de moyens spécifiques ou la réalisation de prestations spécifiques dans le domaine de l'accord-cadre sur la base du Bordereau Général de Prix (BGP) (taux et coefficients, fournitures,...) et sur devis préalable.

Le périmètre de ces prestations n'étant pas définissable à priori, elles seront réalisées par l'intermédiaire de marchés subséquents.

Seuls pourront être pris en compte et imputés sur cette part les Fiche Descriptive de Modification (FDM) instruites et réalisées conformément aux dispositions de l'article 5.2.1 « Conditions d'exécutions des prestations complémentaires : marchés subséquents ».

#### 3.2.2 Poste 5 : Aléas de chantier

Réalisation de prestations supplémentaires liées à la vie de chantier et aux aléas (Fiche de Demande d'Adaptation ou d'Intervention (FDAI) pour mise en place de procédures d'accélération (horaires atypiques),...).

Seuls pourront être pris en compte et imputés sur cette part les AMC instruits conformément aux dispositions de l'article 5.2.2 « Conditions d'exécutions des prestations complémentaires : Aléas de chantier » dument acceptés et signés par le CEA.

Référence du document	PRJH	B23-01514-EMA	5200XXXXX/PG000	5/32
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

## ARTICLE 4 CONDITIONS D' EXECUTION

### 4.1 DELAIS D'EXECUTION

Comme indiqué dans la STA Réf TA-6781779 Ind. A, Art. 12.2 « délais d'intervention », le délai d'intervention maximum à respecter à partir de la date de notification de la Demande d'Intervention au Titulaire est de 10 jours ouvrés (sauf délai plus long renseigné dans la DI). Ce délai correspond au nombre de jours ouvrés dont dispose le Titulaire avant le début de l'exécution des travaux sur site.

Il est à noter que le Titulaire formalise ses éventuelles observations et demandes d'adaptations sur les demandes d'interventions (DI) initiales sous 1 semaine.

### 4.2 CONDITION GENERALES D'EXECUTION

Du seul fait de l'apposition de sa signature sur le présent marché, le Titulaire reconnaît avoir reçu du CEA, toutes les indications nécessaires pour réaliser dans les règles de l'art, les prestations qui lui sont demandées et avoir une parfaite connaissance des exigences imposées pour leur réalisation.

Le Titulaire est réputé s'être assuré de l'exactitude des informations qui lui sont remises par le CEA, ainsi que de la possibilité de les suivre strictement.

Le Titulaire est responsable de la bonne exécution technique et matérielle des prestations qui lui sont confiées dans le cadre du présent marché, étant précisé que toute prestation défectueuse sera reprise par ce dernier dans les plus brefs délais et exclusivement à ses frais. Il répond en particulier de l'exactitude des documents remis au CEA.

#### 4.2.1 Obligation de résultat

Les prestations objet du Marché, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, relèvent d'une obligation de résultat à l'égard du CEA.

Le Titulaire du Marché, en tant que spécialiste des prestations qui lui sont confiées, s'engage à les effectuer dans le respect des besoins, fonctionnalités, contraintes et exigences exprimées par le CEA dans les documents cités supra (cf. Art. 2 « Documents Applicables »).

Si le résultat prévu n'était pas atteint, le CEA pourrait prononcer, à tout moment, la résiliation du Marché, conformément aux dispositions de l'article 39 des Conditions Générales d'Achat du CEA (CGA).

#### 4.2.2 Obligation générale de conseil et d'information

Le Titulaire est expressément tenu, au fur et à mesure de l'exécution des prestations qui lui sont dévolues au titre du Marché, au devoir de conseil et d'information le plus étendu, lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit dans l'exécution du Marché, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa mission et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

#### 4.2.3 Confidentialité

Les dispositions en matière de confidentialité sont régies par les dispositions de l'article 11 des CGA.

#### 4.2.4 Conflit d'intérêt

De manière qu'il ne puisse se trouver en situation de conflit d'intérêt à l'occasion de l'exécution du Marché, le Titulaire s'engage à avertir sans délai le CEA si, à l'occasion de l'exécution du Marché, il se trouve en situation de pouvoir influencer sur les conditions dans lesquelles une Société avec laquelle il entretient des liens soumissionnerait, obtiendrait ou exécuterait un marché portant sur des prestations qui entreraient, directement ou indirectement, dans le champ d'un ou plusieurs projets ou interviendrait en sous-traitance d'un tel marché.

Après examen de la situation ainsi créée, le CEA, soit donnera au Titulaire son accord pour la poursuite des prestations, soit déliera le Titulaire des engagements nés du Marché en ce qui concerne les prestations concernées et négociera avec lui la moins-value résultant de la non-exécution des prestations.

Si la sous-traitance est autorisée, le Titulaire s'engage à ce que ses sous-traitants se conforment, en ce qui concerne leur propre autonomie, aux dispositions de la présente clause relative au conflit d'intérêt et à

Référence du document	PRJH	B23-01514-EMA	5200XXXXX/PG000	6/32
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

écarter tout sous-traitant d'un groupe de tâches pour lequel ledit sous-traitant se trouverait en situation potentielle de conflit d'intérêt.

Toute violation ou inobservation par le Titulaire ou ses sous-traitants des engagements ci-dessus, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner la résiliation du Marché à ses torts, sans formalités judiciaires et sans préavis par le CEA, sans préjudice de tous dommages et intérêts au bénéfice du CEA.

#### **4.2.5 Lieu et horaires d'exécution de la prestation**

La prestation sera principalement réalisée dans les locaux du CEA. Les horaires d'accès au chantier RJH sont spécifiés dans le règlement de chantier du RJH. Les prix unitaires forfaitaires des prestations prennent en compte une plage horaire d'intervention située entre 06h00 et 21h00 du lundi au vendredi.

#### **4.2.6 Travail en horaires atypiques**

Le travail en horaires atypiques concerne le travail effectué en dehors des horaires normaux de travail. Il peut s'agir de travail en horaires de nuit (entre 21h et 6h), de travail sur les fins de semaine ou sur les jours fériés, de travail posté en 2x8 ou 3x8 (une ou deux équipes supplémentaires à l'équipe initiale travaillent en rotation sur un même poste de travail). Le travail en horaires décalés, en revanche, ne donne pas lieu à rémunération supplémentaire (dans la mesure où le temps de travail légal est respecté).

Le CEA se réserve, à titre exceptionnel, la possibilité de demander au Titulaire d'intervenir en horaires atypiques afin notamment de tenir les jalons sur le chemin critique.

Les Parties concluront un AMC, qui précisera les modalités d'organisation mises en place par le Titulaire et le CEA, la durée de cette organisation et le prix associé valorisé sur la base des coefficients et des prix unitaires concernés du BGP.

#### **4.2.7 Traçabilité**

L'ensemble des actions réalisées ou prévues par le Titulaire, à son initiative ou consécutivement à une demande du CEA doit faire l'objet d'un enregistrement précis permettant la traçabilité des opérations.

### **4.3 CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION DU MARCHE**

#### **4.3.1 Livrables documentaires**

Le Titulaire s'engage à remettre au CEA la totalité des documents devant être réalisés dans le cadre des prestations conformément aux exigences des documents applicables précités à l'article 2, à la fréquence demandée et dans les temps impartis.

Conformément à la spécification de management (réf. C-1 de la LDA), tous les documents devront être acceptés par le CEA et seront la propriété du CEA, après leur acceptation.

Cette acceptation ne pourra en aucune manière et à aucun moment être invoquée par le Titulaire pour s'exonérer ou tenter de s'exonérer de tout ou partie de ses responsabilités.

#### **4.3.2 Organisation et suivi des prestations**

Les modalités de suivi de la prestation sont définies dans la spécification technique d'achat.

#### **4.3.3 Mise à disposition et accord pour travaux**

Des mises à disposition ou mises en service partielles, pour une période déterminée, de certains ouvrages ou parties d'ouvrage, même non encore achevés, pourront être requises par le C.E.A, sans que celui-ci n'en prenne possession, afin notamment de pouvoir exécuter ou de faire exécuter par des tiers des travaux de montage, ou d'assemblage, ou des essais autres que ceux qui font l'objet du Marché.

Les mises à disposition sont réalisées conformément à la procédure de mise à disposition, référence TA-2004111. Elles sont notifiées par OS qui précise l'état d'avancement de l'ouvrage requis et les opérations qu'il est envisagé de réaliser sur l'ouvrage mis à disposition.

Un état des lieux des ouvrages requis sera dressé contradictoirement entre le Titulaire, le C.E.A et le tiers utilisateur. La mise à disposition commence à la signature contradictoire du PV d'état des lieux.

Référence du document	PRJH	B23-01514-EMA	5200XXXXX/PG000	7/32
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Le TITULAIRE a le droit de suivre les travaux et les essais non compris dans son Marché qui intéressent les ouvrages ou parties d'ouvrages ainsi mis à disposition ou en service. Il peut faire des réserves s'il estime que les caractéristiques des ouvrages ne permettent pas ces travaux ou essais ou que lesdits travaux ou essais risquent de détériorer ses ouvrages. Ces réserves doivent être motivées par écrit au C.E.A au plus tard 10 (dix) jours après réception de l'OS correspondant. Elles ne peuvent bloquer le processus de mise à disposition.

A l'issue de la période de mise à disposition, un nouvel état des lieux est dressé contradictoirement.

Sous réserve des conséquences de malfaçons qui lui sont imputables, le Titulaire n'est pas responsable de la garde de l'ouvrage pendant la durée où il est mis à disposition du C.E.A.

Pendant cette période, le C.E.A s'engage à disposer des polices d'assurance nécessaires au regard des obligations qui lui incombent au titre de la garde sur lesdits ouvrages.

Dans le cas où, le TITULAIRE met à disposition les ouvrages ou parties d'ouvrages en retard par rapport au planning contractuel de réalisation, outre les pénalités objet du Marché, il supporte les frais supplémentaires consécutifs à ce retard occasionnés au tiers utilisateur dont notamment toutes reprises d'opération, fourniture de gabarit, repli et amenée de chantier.

Le TITULAIRE ne peut se prévaloir de mises à disposition d'ouvrages voire même d'un décalage de planning qui augmenterait les durées de mises à disposition des ouvrages, pour justifier d'une quelconque majoration des prix.

#### 4.3.4 Responsables techniques

Dans le cadre de l'exécution du Marché, les parties désignent comme responsables techniques les personnes suivantes :

<u>Pour le CEA :</u> Nom : Julien MAS Tél : 07.88.64.73.80 Email : julien.mas@cea.fr	<u>Pour le Titulaire :</u> M/Mme XXX Tél: XXX Email : XXX
---	--

Le CEA et le Titulaire pourront changer de responsable en cours de marché. Tout changement sera notifié à l'autre partie par simple courrier au plus tard sous 8 jours à compter de sa prise d'effet.

#### 4.3.5 Arrêts de chantier

Cette disposition s'applique en cas d'arrêt inopiné des travaux en cours que le TITULAIRE réalise dans une zone de travaux, et nécessitant l'arrêt puis la reprise des travaux par le TITULAIRE.

##### 4.3.5.1 Arrêt de chantier du fait du Titulaire

Si l'arrêt des travaux est du fait exclusif du TITULAIRE, ou s'il fait suite à un non-respect par le TITULAIRE des dispositions réglementaires et des exigences définies dans les pièces techniques, le TITULAIRE ne pourra se prévaloir d'aucune indemnité ni de relâchement de planning.

##### 4.3.5.2 Arrêt de chantier du fait exclusif du C.E.A

En cas d'arrêt des travaux du fait exclusif du C.E.A, le TITULAIRE pourra prétendre à une indemnisation pour démobilisation et remobilisation dans les conditions cumulatives suivantes :

- cet arrêt des travaux a fait l'objet d'un constat contradictoire signé par les Parties, conformément à la procédure de constats d'arrêts de chantier précisant le motif de l'interruption, le nombre d'intervenants concernés et leur qualification,
- le TITULAIRE est dans l'impossibilité de redéployer son équipe sur une autre zone de travaux. Cette impossibilité fait l'objet d'une décision motivée du C.E.A, après avis du TITULAIRE,
- L'indemnisation ne s'appliquera qu'à l'issue d'un délai de franchise de 24 heures.

L'indemnisation sera valorisée par le Titulaire exclusivement sur la base du taux journalier prévu au BPC appliqué aux personnels devant intervenir. Cette indemnisation est limitée à la durée prévue de la prestation concernée avec un plafond de 5 jours calendaires (moins la franchise), et au nombre d'effectifs non redéployés. Seront ajoutés à cette indemnisation les frais journaliers de location des matériels encombrants difficilement démobilisables (type grue, échafaudage, nacelle) restés sur place, sur la base

Référence du document	PRJH	B23-01514-EMA	5200XXXXX/PG000	8/32
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	



des prix du BPC.

Au-delà des 5 jours d'indemnisation, Le CEA informera le Titulaire de la reprise d'activité, avec un délai de prévenance minimum de 48 heures ouvrées. Le Titulaire devra remobiliser son personnel intervenant au plus tard à la fin du délai de prévenance précité ou tout autre délai convenu entre les Parties. En cas de non-respect de ce délai, le TITULAIRE encourt des pénalités fixées à l'article 11.

## **ARTICLE 5 NOTIFICATION DES DECISIONS LIEES AU MARCHE**

Les décisions notifiées au Titulaire, dans le cadre de l'exécution du Marché pourront être de deux natures:

- La notification d'une disposition prévue au Marché (bons de commande (BDC), mise à disposition, transmission de donnée d'entrée, enclenchement d'UO),
- La notification d'une disposition non prévue au contrat (modification du contenu de la prestation ou des dispositions contractuelles, prestations supplémentaires sur devis préalables prévues à l'article 3).

### **5.1 NOTIFICATION DES DISPOSITIONS PREVUES AU CONTRAT**

#### **5.1.1 Prestations unitaires forfaitaires : Bons de commande (BDC)**

L'exécution des prestations des postes 1, 2 et 3 est soumise à l'émission d'un bon de commande par le CEA. Ces bons de commande, qui prennent la forme d'un écrit signé par le CEA et se réfèrent au présent accord-cadre, précisent :

- la référence de l'accord cadre (5XXXX) et le N° de commande associée (400XXX),
- la référence de l'UO, les prestations dont l'exécution est demandée ainsi que leur quantité, sur la base des unités d'œuvre forfaitaires définies dans le Bordereau Général des Prix,
- les lieux d'intervention et dates d'intervention,
- le montant global décomposé par type d'unité d'œuvre.

Un BdC pourra modifier un BdC antérieur selon les modalités définies à l'article 6.1 «Contenu et caractère des prix ».

L'enclenchement de chaque UO sera notifié par le CEA par BdC. Un bon de commande pourra notifier une ou plusieurs UO.

#### **5.1.2 Ordre de service (OS)**

Dans le cadre de sa mission de suivi de l'exécution du Marché, le CEA notifie au Titulaire l'ensemble des dispositions contractuelles prévues au contrat pour exécution par Ordre de service (OS). Ces derniers sont émis, instruit et validé par le CEA.

L'Ordre de Service (OS) est l'acte unilatéral écrit par lequel le CEA précise les modalités d'exécution de tout ou partie des prestations qui constituent l'objet du Marché (mise à disposition, transmission de données d'entrée, franchissement de jalon...). Le Titulaire doit en accuser réception datée. Lorsque le Titulaire estime que les prescriptions d'un OS appellent des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les notifier au CEA dans un délai de 10 jours ouvrés.

Le Titulaire se conforme strictement aux ordres de services qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet de réserves de sa part, à l'exception d'une modification substantielle du Marché au sens de la jurisprudence administrative

Référence du document	PRJH	B23-01514-EMA	5200XXXXX/PG000	9/32
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

## 5.2 NOTIFICATION DES DISPOSITIONS NON PREVUES AU CONTRAT (TRAITEMENT DES MODIFICATIONS)

### 5.2.1 Conditions d'exécution des prestations complémentaires : marchés subséquents

Dans le cas de prestations complémentaires, telles que décrites au § 3.2, les missions seront engagées comme suit :

#### 5.2.1.1 Expression des besoins

Le CEA exprime ses besoins (données d'entrées) sous la forme d'un document écrit, qu'il transmet au Titulaire par le biais d'une Fiche Descriptive de Modification (FDM).

La FDM est un document transmis initialement par le CEA ou son représentant, au Titulaire.

#### 5.2.1.2 Offre du titulaire

A la réception de la FDM, le Titulaire établira une offre dans un délai de 5 jours ouvrés. Cette offre précisera:

- la référence de l'accord cadre,
- la référence de la FDM,
- la désignation des prestations,
- les délais d'exécution des prestations,
- le nombre de jours d'intervention par qualification sur la base des taux journaliers fixés en ANNEXE 1,
- le détail des fournitures sur la base des prix unitaires du bordereau de prix fixé en ANNEXE 1,
- le montant total HT détaillé,
- toute information nécessaire particulière en fonction des prestations.

#### 5.2.1.3 Marché subséquent

Préalablement à toute exécution de prestations complémentaires, un Marché subséquent au présent accord cadre, émis par le CEA, vaudra acceptation des conditions de l'offre du Titulaire et l'autorisera à débiter les prestations.

Le Titulaire ne peut procéder à la réalisation des prestations qu'après avoir reçu un marché subséquent émis par le CEA.

Chaque marché subséquent comportera :

- le numéro du présent accord cadre (5200xxxx) et le n° de commande (4xxxx),
- la référence des documents applicables au marché subséquent,
- l'objet précis de la prestation,
- le montant total hors taxes de la prestation suivant l'offre validée du Titulaire,
- les délais,
- s'il en existe plus d'un, les termes de paiement et les conditions de leur déclenchement. A défaut de précision, la facturation est opérée en totalité après réception sans réserve par le CEA de l'ensemble des prestations et livrables du marché subséquent.

Référence du document	PRJH	B23-01514-EMA	5200XXXXX/PG000	10/32
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

### **5.2.2 Conditions d'exécution des prestations complémentaires et supplémentaire : aléas de chantier**

Le CEA se réserve la possibilité de notifier au Titulaire des dispositions non prévues au Marché. Il s'agit d'évolutions, en plus ou en moins, de tout ou partie du contenu des différents postes définis au Marché.

Les échanges entre le Titulaire et le Projet RJH en matière d'évolutions sont formalisés par une Fiche de Demande d'Adaptation ou d' Intervention (FDAI). La FDAI est le descriptif technique d'une évolution demandée par le Titulaire ou demandée au Titulaire par le Projet RJH.

La FDAI n'est jamais « exécutoire ». L'exécution d'une FDAI nécessite un Accord pour Modification de Contrat (AMC) signé par le Titulaire et le Projet RJH

A l'issue de l'instruction d'une FDAI, et après convergence, un Accord pour Modification de Contrat (AMC) est notifié au Titulaire par le CEA qui entérine l'accord des parties.

Le Titulaire ne peut refuser d'exécuter ces modifications.

Le Titulaire est tenu de signaler immédiatement au CEA, au cours de l'instruction des modifications du Marché, les risques, les inconvénients, les vices, les erreurs, les omissions, les incohérences ou les contradictions qui pourraient résulter des modifications notifiées ou résultant de circonstances imprévues.

De même, le Titulaire doit immédiatement signaler au CEA toute circonstance imprévue susceptible d'avoir une incidence sur le déroulement du Marché.

A défaut d'avoir procédé à cet avis motivé, dans les 10 jours de la découverte de tels vices, risques, erreurs, omissions, incohérences ou contradictions ou de la survenance de telle circonstance imprévue, il ne pourra prétendre à aucun délai et / ou rémunération complémentaire.

Aucune modification ne pourra donner lieu à commencement d'exécution par le Titulaire avant qu'il n'ait reçu l'AMC correspondant signé du CEA.

### **5.2.3 Établissement du prix des modifications du marché**

Le coût des modifications sera arrêté par application des prix unitaires figurant dans les décompositions de prix en annexes du Marché, ou dans le bordereau de prix complémentaires (BPC). A défaut de prix unitaires adaptés, le coût de la modification sera établi sur devis détaillé soumis à l'approbation du CEA, à partir de prix élémentaires figurant dans les sous-détails de prix remis par le Titulaire et joints au Marché.

Si dans le cadre d'une modification demandée au Titulaire, ce dernier ne peut que sous-traiter à un tiers, le Titulaire consulte avec mise en concurrence (au minimum 3 devis) et justifie de manière expresse la motivation de son choix.

Le prix est alors déterminé par l'application d'un coefficient de peines et soins au prix d'achat hors taxes de ces sous-traitances ou approvisionnements, sur présentation de la facture du tiers.

Les prix des modifications seront établis aux conditions économiques du Marché.

### **5.2.4 Remise de l'offre de prix au CEA**

Le Titulaire dispose de 10 (dix) jours ouvrés pour remettre sa proposition de prix au CEA à partir de la date à laquelle le besoin lui a été signifié par le CEA.

Si le Titulaire n'a pas fait connaître sa proposition à l'expiration de ce délai ou si le Titulaire et le CEA ne sont pas parvenus à un accord sur les prix proposés, les modifications du marché (sont notifiées au Titulaire au moyen d'un AMC à prix provisoires, exécutoire sur la base de prix provisoires arrêtés par le CEA.

Le Titulaire est réputé avoir accepté les prix provisoires si, dans un délai de 15 (quinze) jours ouvrés suivant la notification par AMC des modifications du marché, il n'a pas présenté d'observation au CEA avec toutes les justifications utiles.

Référence du document	PRJH	B23-01514-EMA	5200XXXXX/PG000	11/32
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Lorsque le CEA et le Titulaire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, ceux-ci font l'objet d'une révision de l'AMC pour correction du prix.

### 5.3 SUSPENSION OU CLOTURE D'UNITES D'ŒUVRE

Un bon de commande (BdC) peut suspendre, ou clôturer avant leur terme, tout ou partie des unités d'œuvre incluses au sein d'un BdC déjà émis .

La suspension ne donne pas lieu à indemnisation du Titulaire.

La clôture d'une unité d'œuvre dont l'exécution par le Titulaire n'a pas débuté ne donne pas lieu à indemnisation ou rémunération de ce dernier.

La clôture d'une unité d'œuvre, partiellement exécutée par le Titulaire, donne lieu au paiement par le CEA d'une fraction du montant de cette unité d'œuvre correspondant au pourcentage d'avancement établi lors de la réunion d'avancement du mois précédant la clôture. L'éventuel pourcentage d'avancement complémentaire, réalisé par le Titulaire entre la fin du mois précédant la clôture et la clôture effective de l'unité d'œuvre, est établi d'un commun accord par les Parties sur présentation par le Titulaire des livrables concernés.

### 5.4 CLAUSE DE REEXAMEN DE LA LISTE DES UNITES D'ŒUVRE (PRESTATIONS UNITAIRES FORFAITAIRES)

Lorsqu'un besoin de nouvelle prestation récurrente apparaît en cours d'exécution du présent accord, en lien avec l'objet de l'accord et les unités d'œuvre existantes, les Parties peuvent convenir de la création d'une nouvelle unité d'œuvre.

Le montant de cette nouvelle unité d'œuvre est défini par comparaison avec une unité d'œuvre existante, ayant le même objet. Dans les deux hypothèses, les taux horaires et journaliers forfaitaires fixés en ANNEXE 1 **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** servent de base à ce chiffrage.

Une nouvelle unité d'œuvre ne peut avoir pour objet de modifier ou remplacer une unité d'œuvre existante.

### 5.5 AVENANT

Les prestations, objet de modifications autres que celles définies au §3 ne pourront être facturées par le Titulaire qu'après notification par le CEA d'un avenant au marché les contractualisant, signé sans réserve par le Titulaire.

## ARTICLE 6 PRIX - CONDITIONS FINANCIERES

La signature par les Parties du présent accord-cadre ne constitue pas un engagement de commande de la part du CEA. A ce titre, le Titulaire ne peut se prévaloir d'une demande en réparation ou indemnité auprès du CEA dans le cas où aucun bon de commande ne serait émis au titre de l'accord cadre.

### 6.1 CONTENU ET CARACTERE DES PRIX

Les prix unitaires sont forfaitaires, en conséquence ils intègrent les frais de déplacement et moyens nécessaires et s'entendent quelles que soient les sujétions et les difficultés d'étude et de réalisation rencontrées par le Titulaire lors de l'exécution des prestations.

Les prix applicables au présent accord-cadre sont définis en ANNEXE 1, ils sont révisables et établis aux conditions économiques du mois de remise de l'offre xx/2023.

### 6.2 MONTANT DE L'ACCORD-CADRE

Le montant de l'accord-cadre s'élève à la somme estimative plafond de **12 000 000,00 €HT** se décomposant comme suit : cf Annexe 1- BGP.

Référence du document	PRJH	B23-01514-EMA	5200XXXXX/PG000	12/32
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

### 6.3 REVISION DES PRIX

Tous les prix indiqués à l'ANNEXE 1 sont établis sur la base des conditions économiques du mois et de l'année de la remise de l'offre (xx/2023). Ils sont fermes pendant les 12 mois qui suivent le T0 enclenchement du marché.

Au-delà, chaque terme de paiement sera révisé par application de la formule suivante :

$$P = P_0 \times \left[ 0,10 + \left( 0,90 \times \frac{BT06}{BT06_0} \right) \right]$$

$P = P_0 \times P_0$  = Prix du terme sur la base des conditions économiques du mois et de l'année de la remise de l'offre,

P = Prix du terme révisé,

BT06 = Dernière valeur publiée de ce même indice au mois de facturation du terme considéré.

BT06<sub>0</sub> = Valeur de l'indice ou l'index national « Ossature, ouvrages en béton armé », publié par l'INSEE sous l'identifiant 001710952 pour le mois et l'année de remise de l'offre.

Dans l'hypothèse où l'index utilisé serait supprimé, il serait remplacé par un indice équivalent déterminé par le CEA.

Chaque révision de termes de paiement sera intégrée dans une facture semestrielle spécifique qui précisera pour chaque terme : le prix initial du terme de facturation, les valeurs des indices et index d'origine, le prix révisé et les indices et index appliqués. Ces factures de révisions de prix seront soumises à l'acceptation du CEA.

## ARTICLE 7 DECOMPTES

L'article 29 « Dispositions spécifiques aux marchés de travaux » des Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA s'appliquent avec les précisions suivantes :

Pour les postes pour lesquels est explicitement prévue au marché la rémunération sur situation d'avancement, des décomptes mensuels provisoires sont établis, ils sont validés et acceptés par le CEA.

Ces décomptes établissent le montant, arrêté à une date fixe précédant l'établissement du décompte, des travaux exécutés depuis le début du marché pour les sous postes considérés.

Les décomptes partiels et définitifs sont établis sur demande du CEA. Ils sont acceptés par le CEA.

## ARTICLE 8 CONDITIONS DE PAIEMENT

### 8.1 PART ESTIMATIVE SUR BONS DE COMMANDE

Le montant de cette part sera facturé par le Titulaire après acceptation de l'ensemble des livrables et/ou prestations par le CEA comme suit :

#### Poste 1 : Etudes :

##### - Études, qualifications et convenances :

- a) Etudes d'organisation (Dossier PRO) :
  - 100 % du montant HT, à l'acceptation CEA des documents constitutifs du dossier PRO (franchissement du Jalon Je1).
- b) Qualifications :
  - 100% du montant HT pour chaque qualification après acceptation et réception sans réserve par le CEA sur situation d'avancement de travaux (SAT).
- c) Convenances de mise en œuvre :
  - 100% du montant HT pour chaque convenances de mise en œuvre après acceptation et réception sans réserve par le CEA sur situation d'avancement de travaux (SAT).

Référence du document	PRJH	B23-01514-EMA	5200XXXXX/PG000	13/32
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

- **Dossier des ouvrages exécutés (DOE) :**

- a) Production de PLC/PLF (PREL/BPE/TQC) et plans de fabrication (PREL/BPE/TQC) pour les éléments fabriqués en usine
  - 100% du montant HT, à l'acceptation CEA de l'ensemble des documents.
- b) Modification de plans TQC existants
  - 100% du montant HT, à l'acceptation CEA de l'ensemble des documents, sur situation d'avancement de travaux (SAT).
- c) Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) final
  - 30 % à l'acceptation du livrable intermédiaire (franchissement du Jalon Je3),
  - 70 % à l'acceptation du livrable final (franchissement du Jalon Jr4).

**Poste 2 : Installations générales,**

- a) Mise en place des installations :
  - 100% du montant HT après acceptation par le CEA, sur constat de réalisation, de la mise en place des installations de chantier et opérationnelles,
- b) Coût mensuel des installations :
  - 100 % du montant HT à terme échu (tout mois entamé sans responsabilité du Titulaire étant dû par le CEA) sur situation d'avancement de travaux (SAT),
- c) Repli de l'ensemble des installations ci-dessus :
  - 100 % du montant HT après acceptation par le CEA du procès-verbal de l'état des lieux .

Les non-conformités et réserves devront avoir été préalablement levées

**Poste 3 : Travaux :**

Une facturation des bons de commandes instruits sur situation d'avancement de travaux (SAT) à échéance mensuelle, après exécution et réception sans réserve par le CEA des prestations et livrables concernés dans le mois écoulé, sur PV contradictoire.

**8.2 PART ESTIMATIVE POUR PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES ET SUPPLEMENTAIRES**

Le montant de la part estimative sera facturée suivant les dispositions de paiements de chaque marché subséquent ou AMC pour aléas de chantier dans la limite du plafond de l'Accord Cadre, défini à l'article 6.2.

**ARTICLE 9 CONDITIONS DE FACTURATION**

**9.1 MODALITES DE FACTURATION**

Toutes les factures émises par le TITULAIRE au titre du Marché devront porter la référence de ce dernier ainsi que des éventuels AMC et OS correspondants.

Toutes les factures dématérialisées via le portail de l'État Chorus Pro par le TITULAIRE au titre du Marché, en plus des mentions légales devront porter :

- **Le numéro de SIRET** du CEA (siège) : 77568501900587
- **Le code service** : CAD-C
- **Le numéro d'engagement** CEA (exemple : 4000xxxxxx).

Pour tout renseignement :

- mail générique : [RELANCES@cea.fr](mailto:RELANCES@cea.fr),
- ligne dédiée : 01 69 08 47 50
- difficultés techniques dans CHORUS : [CONTACT\\_DEMAT@cea.fr](mailto:CONTACT_DEMAT@cea.fr).

Le C.E.A en assurera le règlement à trente jours à compter de la date de réception de la facture par le C.E.A après exécution.

Référence du document	PRJH	B23-01514-EMA	5200XXXXX/PG000	14/32
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Pour les marchés relatifs à des prestations périodiques payables à terme échu, les factures émises avant le terme seront réputées avoir été émises le premier jour suivant la date du terme.

## **9.2 REGIME FISCAL**

Chaque terme de paiement sera assorti de la TVA au taux en vigueur au jour du fait générateur.

Le TITULAIRE s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale d'acquitter la TVA d'après les débits.

## **ARTICLE 10 SOUS-TRAITANCE**

Outre les dispositions de l'article 7 des CGA qui sont applicables, il est précisé que :

- Toute opération de sous-traitance est soumise à l'accord préalable et écrit du CEA au moyen du formulaire prévu à cet effet.
- Le Titulaire doit reporter dans les contrats avec ses sous-traitants l'ensemble des obligations et des spécifications du Marché relatives aux prestations sous-traitées.
- La sous-traitance totale est interdite.

Tout sous-traitant ou tiers amené à intervenir sur site du RJH à la demande du TITULAIRE devra présenter ses taux de fréquence (Tf) et de gravité en matière de sécurité pour le code risque retenu au regard de la prestation sous-traitée.

- Si le Tf est compris entre 1 et 10 : une justification du Tf devra être présentée au C.E.A et acceptée par ce dernier.
- Si le Tf est supérieur à 10 : un plan d'actions de la société intervenante devra être présenté au C.E.A et accepté par ce dernier avant toute intervention.

## **ARTICLE 11 DUREE MARCHE**

L'Accord cadre est conclu pour une durée de 48 mois fermes à partir de la réunion d'enclenchement = T0.

## **ARTICLE 12 PENALITES**

En complément des dispositions énoncées par les CGA concernant les pénalités, il est fait application des dispositions contractuelles ci-après en cas de dysfonctionnements constatés dans le déroulement de la prestation.

Les différentes pénalités sont appliquées indépendamment du préjudice subi, pour lequel le CEA se réserve d'exercer d'éventuels recours, de plein droit sans lettre de mise en demeure ou tout autre formalité juridique préalable.

Les pénalités ci-après énoncées sont applicables de manière indépendante et cumulative, dans la limite d'un montant total plafonné à 10% du montant plafond de l'accord cadre pour les pénalités de retard, majoré du montant des avenants notifiés.

Les pénalités de chacun des jalons pénalisables sont appliquées de manière indépendante et peuvent être cumulées.

N°	CONDITION D'APPLICATION	PENALITES
P1	Pénalité de retard : Tout dépassement d'un jalon pénalisable (Je2, Jr2xx, Jr3xx) cité à la STA réf. TA-6781779 A, entraîne une pénalité de 500€ par jour calendaire de retard.	500€ par jour calendaire de retard
P2	En cas de répétition de refus par le CEA du même livrable (au-delà de 2 refus).	1000€ par livrable

Référence du document	PRJH	B23-01514-EMA	5200XXXXX/PG000	15/32
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

P3	Non-respect des prescriptions applicables en matière de sécurité	5200€ par constat de non-respect
P4	Point d'arrêt de surveillance dû à une non-conformité	Pénalité forfaitaire de 1400€

### 12.1 MODALITES D'APPLICATION DES PENALITES ET PLAFOND

Les pénalités définies dans le présent article sont :

- plafonnées à 10 % du montant plafond du marché
- toutes cumulables,
- applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, facturées directement par le CEA,
- n'ont pas un caractère libératoire. Leur application n'interdit pas au CEA de prétendre à réparation de la part du Titulaire dans le cas où il lui aurait causé préjudice.

## ARTICLE 13 QUALITE / SECURITE / SURETE / ENVIRONNEMENT

Les prestations, objet du présent marché, sont réalisées suivant les exigences fixées par le CEA pour la sécurité et par les normes en vigueur ISO 9001 et ISO 14001 pour la qualité et l'environnement.

Le Titulaire applique le système d'assurance de la qualité décrit dans son plan d'assurance de la qualité de manière à permettre l'application des dispositions de l'arrêté du 7 Février 2012 fixant les règles générales relatives aux installations nucléaires de base depuis la phase de conception jusqu'au démantèlement.

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA.

Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

Le Titulaire assistera le CEA dans le cadre des audits et visites de surveillance relatifs à son propre Système de Management.

S'il apparaît que certaines dispositions relatives à la maîtrise de la qualité, à la démarche environnementale ou en matière de sécurité, sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

En cas de carences, le CEA se réserve la possibilité d'interrompre à tout moment, l'exécution du marché. Si le Titulaire se révèle incapable de remédier à ses manquements, le contrat peut être résilié aux torts du Titulaire, sans indemnité.

## ARTICLE 14 RECEPTION

L'ensemble du Marché fait l'objet d'une réception, prononcée conformément aux dispositions des articles 30 et 34 des Conditions Générales d'Achat du C.E.A, complétées par les documents de management de projet.

La réception du Marché est prononcée au terme de l'acceptation de la totalité des obligations du TITULAIRE.

Les opérations préalables à la réception (OPR) du Marché sont déclenchées, à la demande du TITULAIRE, à l'issue de l'achèvement des travaux. Le déroulement des opérations préalables à la réception est décrit dans les documents de management de projet cités dans la LDA.

La réception du Marché ne peut être prononcée tant que l'ensemble du DOE requis au Marché n'a pas été remis en quantité et en qualité, et accepté par le C.E.A.

Référence du document	PRJH	B23-01514-EMA	5200XXXXX/PG000	16/32
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	



La réception donne lieu à établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par le TITULAIRE et le C.E.A.

Dans tous les cas, le décompte général est unique pour l'ensemble du Marché.

## **ARTICLE 15 GARANTIE**

Les conditions de garantie applicables au Marché sont celles figurant aux Conditions Générales d'Achat du C.E.A (cf. chapitre 11 des CGA).

Les délais de garantie sont :

- De 1 (un) an pour la garantie de parfait achèvement
- De 2 (deux) ans pour la garantie de bon fonctionnement, des matériels et équipements.
- De 10 (dix) ans pour la garantie décennale

Pour l'ensemble de ces garanties, le départ de la période de garantie est la réception du Marché.

En cas d'indisponibilité totale ou partielle des installations dans leurs fonctions nominales telles que définies au Marché du fait des ouvrages, partie d'ouvrages ou travaux réalisés par le TITULAIRE, ou en cas d'indisponibilité totale ou partielle des ouvrages ou parties d'ouvrages dans leurs fonctions nominales telles que définies au Marché, pour une raison imputable au TITULAIRE pendant les périodes de garantie, les délais de ces garanties sont prolongés d'une durée égale à la durée de non disponibilité de l'installation, des ouvrages ou parties d'ouvrages.

L'expiration de ces délais, dans la mesure où les obligations résultant de ces garanties auront été remplies, sera constatée par procès-verbal signé par le TITULAIRE et par le C.E.A.

## **ARTICLE 16 MARCHE SENSIBLE**

Le Marché est un marché sensible au sens de la réglementation portant sur la protection du secret de la défense nationale.

1. Dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense et de la sécurité nationale, le Titulaire s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution du Marché la protection des informations et supports protégés qui peuvent être détenus dans tout lieu dans lequel le Marché est exécuté, en tenant compte des dispositions particulières stipulées dans le Plan Contractuel de Sécurité (PCS) le cas échéant.
2. Le Titulaire reconnaît :
  - avoir pris connaissance :
    - o les articles L. 2311-1 à L. 2313-1 et R. 2311-1 à R. 2312-2 du code de la défense ;
    - o des articles 413-1 et suivants du code pénal ;
    - o de l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale ;
    - o l'arrêté du 15 mars 2021 du Ministère des armées portant approbation de l'instruction ministérielle n°900 (IM 900) sur la protection du secret et des informations Diffusion restreinte et sensibles ;
    - o l'arrêté du 12 avril 2022 portant approbation de l'instruction ministérielle n°2300 (IM 2300) relative à la protection du secret de la défense nationale au sein des ministères de la transition écologique, de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales et de la mer.
    - o l'instruction interministérielle n°901/SGDSN/ANSSI (II 901) du 28 janvier 2015 relative à la protection des systèmes d'information sensibles.
  - qu'il n'a pas à connaître ou détenir les informations couvertes par le secret de la défense nationale.
3. Le Titulaire est informé du caractère sensible des prestations du Marché et s'engage à assurer la confidentialité des informations et supports sensibles, notamment ceux portant la mention « Diffusion Restreinte », qu'il est amené à connaître et/ou à détenir pour l'exécution du Marché.
4. Le Titulaire reconnaît avoir fait signer une déclaration individuelle à l'ensemble du personnel appelé, sous sa responsabilité à un titre quelconque, à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations. Par ce document, le personnel atteste :

Référence du document	PRJH	B23-01514-EMA	5200XXXXX/PG000	17/32
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

- avoir pris connaissance :
  - o des articles 413-1 et suivants du code pénal ;
  - o de l'IGI n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale ;
- du caractère sensible des prestations du Marché, et de l'obligation qui lui est faite de protéger les documents ou informations sensibles non couvertes par le secret de la défense nationale qu'il serait amené à connaître ou à détenir ;
- qu'il n'a pas, sous peine de poursuites pénales, à connaître ou détenir des informations couvertes par le secret de la défense nationale.

Le Titulaire s'engage à ce que seules les personnes ayant préalablement souscrit la déclaration précitée accèdent au lieu d'exécution des prestations.

Le Titulaire s'engage à remettre au CEA la ou les déclarations individuelles ci-dessus avant tout accès du personnel concerné au lieu d'exécution des prestations. Il ne peut être dérogé aux prescriptions ci-dessus, y compris en cas de remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du Titulaire.

5. Le Titulaire s'engage à affecter à la réalisation du Marché des personnels ayant satisfait à la procédure d'enquête administrative telle que prévue par l'IGI 1300.

Le Titulaire s'engage à ne présenter à ces enquêtes administratives que des personnels qui appartiennent à son entreprise, sauf autorisation écrite du CEA.

Le Titulaire procédera, 3 mois avant chaque date de péremption, aux formalités nécessaires au renouvellement des avis d'enquêtes administratives.

Le Titulaire s'engage à assurer en permanence les prestations objet du présent Marché avec du personnel ayant fait l'objet d'un avis sans réserve, y compris pendant les périodes de congés.

Le Titulaire s'engage à ce que ses personnels n'accèdent à aucune installation autre que celle concernée par le présent Marché.

6. Les échanges d'informations sensibles ou de niveau Diffusion Restreinte par messagerie devront impérativement faire l'objet d'un chiffrement par un outil agréé par l'ANSSI. Le CEA utilise l'outil ZoneCentral de la société PRIM'X Technologies.

Le cas échéant, le Titulaire devra faire l'acquisition auprès de la société PRIM'X Technologies de licences ZoneCentral en nombre suffisant pour la sécurisation des transmissions de messages électroniques avec le CEA.

7. En cas de sous-traitance autorisée par le CEA, le Titulaire s'engage à ce que les entreprises sous-traitantes se conforment aux dispositions du présent article.

La sous-traitance de prestations sensibles, au sens de l'article 5.3.2 de l'IGI 1300, est soumise à l'obtention préalable écrite par le Titulaire de l'autorisation du CEA. A cet effet, le Titulaire transmet au CEA l'avis sans réserve d'enquête administrative de la personne morale du sous-traitant (ou, le cas échéant, une attestation d'habilitation en cours de validité de la personne morale du sous-traitant).

8. Toute violation ou inobservation par le Titulaire ou ses sous-traitants des obligations découlant des paragraphes du présent article, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner la résiliation de plein droit du Marché, en totalité ou en partie, sans indemnités pour le Titulaire et sans préjudice des sanctions pénales.

Référence du document	PRJH	B23-01514-EMA	5200XXXXX/PG000	18/32
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

## ARTICLE 17 CONTROLE COMPTABLE

En application des dispositions de l'Article 54 de la loi de finances du 23 février 1963, le TITULAIRE accepte que le CEA vérifie, ou fasse vérifier sous sa responsabilité par un mandataire dûment désigné, le bien-fondé des prix du présent Marché,

A cet effet, le TITULAIRE s'engage :

- à isoler dans sa comptabilité les opérations se rapportant à l'exécution du présent Marché et permettant de dégager :
  - les dépenses afférentes aux approvisionnements de toute nature destinés à entrer dans la composition des travaux ou des fournitures, objet du présent Marché,
  - les frais concernant la main-d'œuvre effectivement et exclusivement employée à l'exécution desdits travaux ou fournitures,
  - l'intégralité des autres charges individualisées directement applicables au présent Marché, y compris douanières,
  - toutes les charges dites indirectes, imputables en totalité ou pour partie seulement au présent Marché, y compris fiscales.
- à produire, sur simple demande, ses comptes généraux et le compte de résultat du présent Marché accompagnés des principales justifications.
- à présenter sur place, si le CEA le juge utile, la totalité des pièces justificatives de ces dépenses et notamment les propositions et factures de ses sous-traitants et les feuilles d'attachement de son personnel.
- à obtenir de ses fournisseurs et sous-traitants et produire à la demande du CEA ou de son mandataire, les mêmes justifications sur le coût réel des fournitures ou travaux réalisés par ces derniers.

Si après mise en demeure, le TITULAIRE s'abstient de communiquer des pièces ou documents, donne des renseignements erronés ou met obstacle à la vérification, le CEA peut décider la suspension des paiements à venir dans la limite de 1/10ème du montant hors taxes du Marché.

En cas de manquement du TITULAIRE à ses obligations, la résiliation du présent Marché aux torts du TITULAIRE peut être prononcée de plein droit par le CEA, sans formalités judiciaires et sans préjudice de tous dommages et intérêts éventuels.

## ARTICLE 18 JURIDICTION COMPETENTE

Tout différend pouvant survenir entre le Titulaire et le CEA, relatif au présent marché, est de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de MARSEILLE.

Référence du document	PRJH	B23-01514-EMA	5200XXXXX/PG000	19/32
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	



Fait en deux exemplaires originaux :

Pour le CEA :	Signature :  Date :
Pour le Titulaire :	Signature :  Date :

## ANNEXE 1 BORDEREAU GENERAL DES PRIX (BGP)

Les soumissionnaires détailleront le prix de la prestation conformément au cadre du Bordereau Général des Prix  
(fichier Excel fourni)

Référence du document	PRJH	B23-01514-EMA	5200XXXXX/PG000	21/32
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

## ANNEXE 2 BORDEREAU GENERAL DES PRIX DESCRIPTIF (BGPD)

Les soumissionnaires appliqueront le prix de la prestation conformément au cadre du Bordereau Général des Prix Descriptif (fichier Word fourni)

Référence du document	PRJH	B23-01514-EMA	5200XXXXX/PG000	22/32
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

### ANNEXE 3 PROTECTION DES INFORMATIONS SENSIBLES NON CLASSIFIÉES

#### Obligation de confidentialité

Les informations et documents relatifs à l'exécution du Marché n'ont pas vocation à être publics.

Le TITULAIRE s'engage à ne pas divulguer à un tiers, communiquer ou publier en France et à l'étranger sous quelque forme que ce soit, même à titre de référence et de notoriété, sans l'autorisation écrite du C.E.A, aucune information dont il a connaissance au cours de l'exécution dudit contrat en dehors des communications strictement nécessaires à son exécution.

Le TITULAIRE doit informer ses sous-traitants de cette obligation de confidentialité et veiller à son application par ces derniers.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations et documents déjà accessibles au public au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au Marché.

#### Gestion des informations du C.E.A

L'exécution du Marché peut conduire le TITULAIRE à avoir connaissance d'informations qui, sans être couvertes par le secret de défense<sup>1</sup>, relèvent au C.E.A de la Diffusion Ordinaire (DO) ou qui sont protégées par la mention Diffusion Restreinte (DR).

- DIFFUSION ORDINAIRE

Les systèmes d'information traitant des informations de niveau Diffusion Ordinaire doivent respecter les mesures recommandées par l'ANSSI dans son Guide d'Hygiène Informatique et dans l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI lorsqu'elles sont identifiées comme sensibles.

- DIFFUSION RESTREINTE

Les informations et supports de niveau Diffusion Restreinte doivent faire l'objet des mesures de protection indiquées dans :

- l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale,
- l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI.

Les échanges d'informations sensibles ou de niveau DIFFUSION RESTREINTE au format électronique doivent impérativement faire l'objet d'un chiffrage par un outil qualifié par l'Agence Nationale de Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI).

En application, le C.E.A a fait le choix de ZoneCentral/Zed de la société PRIM'X Technologies.

Pour la sécurisation des transmissions électroniques avec le C.E.A, le TITULAIRE peut faire l'acquisition, auprès de la société PRIM'X Technologies, d'une licence ZoneCentral ou télécharger le gratuit.

- Maîtrise des échanges et supports autorisés

<sup>1</sup> Les marchés classifiés et sensibles doivent être instruits conformément aux obligations de l'instruction interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale

Référence du document	PRJH	B23-01514-EMA	5200XXXXX/PG000	23/32
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Ces règles s'appliquent à tous les acteurs du marché, C.E.A, TITULAIRE, co-traitant et sous-traitant.

(\*) Accès par mot de passe

### Système d'information

	DIFFUSION RESTREINTE	DIFFUSION ORDINAIRE
Messagerie électronique	Conteneur chiffré*	Conteneur chiffré* peut être demandé quand la sensibilité le nécessite.
Plateformes web collaboratives CEA		
Zone de partage FTP fournie par le CEA		
En attachement visioconférence CEA	Sous réserve que l'usage du service soit autorisé par l'ASSI : Conteneur chiffré*	
Plateformes d'échange Internet « Cloud » (Dropbox, We Transfer, Google Drive, etc.)		
En attachement à un service externalisé de visioconférence (WebEx, etc.)		
Supports amovibles USB	Conteneur chiffré*. Les supports doivent être dédiés, marqués et enregistrés.	Conteneur chiffré* peut être demandé. Les supports doivent être dédiés. Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DO.
DVDrom ou CDrom	Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DR.	
Connexion sur un réseau CEA d'un équipement appartenant au Titulaire	INTERDIT sauf si l'équipement est dédié, identifié, autorisé par l'ASSI et conforme à la PSSI du CEA.	

Dans le cas où des informations du C.E.A doivent être traitées sur le système d'information du TITULAIRE, celui-ci doit être protégé par un antivirus efficace mis à jour régulièrement et l'accès aux informations restreint aux seules personnes ayant à les consulter et à les traiter, via un compte nominatif et un mot de passe robuste. Les clés USB et autres supports éventuels de sauvegarde ou de transfert doivent être identifiés et dédiés au marché.

### Engagement de confidentialité

Certaines prestations peuvent nécessiter la signature préalable d'un engagement de confidentialité par les salariés du TITULAIRE. Le cas échéant, le C.E.A indiquera au TITULAIRE les prestations concernées par cette mesure.

### Restitution des informations et supports

A l'achèvement du contrat, sauf clause contractuelle explicite, le TITULAIRE s'engage à restituer au C.E.A, dans un délai convenu, la totalité des documents et supports transmis par le C.E.A ou émis au titre du présent contrat.

Il s'engage également à détruire ces mêmes documents et fichiers numériques sur son système d'information ainsi que sur tout support de sauvegarde.



## ANNEXE 4 OBLIGATIONS DU TITULAIRE QUANT A SON PERSONNEL INTERVENANT SUR SITE RJH

En complément des dispositions prévues aux Conditions Générales d'Achat (CGA), et/ou du Règlement intérieur (Titre III) précités à l'article 2 « documents applicables », le Titulaire est responsable de l'application à son personnel affecté à l'exécution des prestations objet du présent marché :

- de l'ensemble de la législation et réglementation sociales (hygiène et sécurité, radioprotection, dosimétrie, travail dissimulé...), notamment, du code du travail et du code de la santé publique,
- des instructions générales de sécurité applicables aux entreprises extérieures travaillant sur le site,
- des instructions particulières aux installations où sont exécutées les prestations.

A ce titre, le Titulaire est notamment tenu de respecter et de faire respecter par son personnel :

### **1. La législation et la réglementation relatives à l'hygiène et la sécurité du travail issues du code du travail**

et notamment :

- les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure (articles R. 4511-1 et suivants du code du travail) ;
- les prescriptions particulières de sécurité et de protection de la santé des personnes qui interviennent sur les chantiers de bâtiment et de génie civil (articles L.4531-1 et suivants et R.4532-2 et suivants du code du travail) ;
- l'interdiction de faire appel aux salariés sous contrat de travail à durée déterminée ou aux salariés des entreprises de travail temporaire pour la réalisation de travaux à risques particuliers.

Au titre de ces dispositions, le Titulaire veillera, notamment, à définir une organisation en matière de sécurité et désignera un correspondant sécurité qui sera l'interlocuteur de l'Ingénieur Sécurité de l'Installation du CEA.

### **2. La législation et la réglementation relatives à la radioprotection dont :**

Les dispositions du code de la santé publique ainsi que les dispositions relatives, notamment, à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants et leurs modalités pratiques d'application par :

- la surveillance médicale des personnels et la tenue et la mise à jour des documents prévus par la réglementation ;
- la formation aux risques radiologiques répondant aux exigences du décret n° 2003-296 : formation CEFRI option centre de recherches ou équivalent (programme, durée de formation...) ;
- le classement du personnel dans la catégorie requise ;
- l'assistance de l'unité chargée d'assurer la protection contre les rayonnements. En particulier, le Titulaire communique au Service de Protection contre les Rayonnements (SPR, pour tout nouvel arrivant devant intervenir en zone surveillée ou contrôlée, les doses efficaces et résultats nominatifs de dosimétrie opérationnelle sur une période de 12 mois glissants ;
- la mise en œuvre des obligations particulières en matière de dosimétrie et d'utilisation d'appareils et d'équipements de protection individuelle,
- la certification répondant aux exigences de l'arrêté du 27 novembre 2013 relatif aux entreprises intervenant au sein d'établissements exerçant des activités nucléaires et des entreprises de travail temporaire concernées par ces activités,
- le respect des règles générales de radioprotection en vigueur sur le Centre de Cadarache ainsi que les prescriptions de radioprotection décrites dans les Dossiers d'Intervention en Milieu Radioactif (DIMR) et dans les documents des installations relatifs aux travaux à réaliser.

Le Titulaire est tenu de fournir à son personnel des appareils, équipements de protection individuelle et instruments de mesure de l'exposition individuelle (notamment : masques de protection des voies respiratoires, tenues de protection, dosimètres) et de procéder à leur entretien et à leur contrôle annuel.

Les EPVR (Equipements de Protection des Voies Respiratoires) fournis par le Titulaire à ses salariés devront répondre aux exigences des normes NF EN136 et EN14387.

Référence du document	PRJH	B23-01514-EMA	5200XXXXX/PG000	25/32
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Le Titulaire devra s'assurer de l'adéquation des EPVR aux risques mentionnés au plan de prévention établi entre les parties.

Ces EPVR devront être équipés d'une cartouche filtrante neuve adaptée aux risques présents sur l'(les) installation (s) conformément au Plan de Prévention. Les EPVR ne pourront sortir du périmètre des installations du centre de Cadarache qu'après contrôle tracé du Service de Protection contre les Rayonnements ionisants. Toutes les cartouches filtrantes ne pourront en aucun cas sortir des installations du Centre de Cadarache. Toutes cartouches utilisées (opercule ouvert) devront être mises dans la filière des déchets nucléaires (à minima TFA) sur l'installation où elles auront été utilisées.

Les consignes particulières prises sur le Centre de Cadarache en application du décret n°2003-296 (codifié aux articles R.4451-1 et suivants du code du travail) autorisant le chef d'établissement à adopter des mesures en matière de radioprotection, prévoient, notamment, des plafonds en matière d'exposition individuelle aux rayonnements ionisants, l'utilisation du système CARD pour le suivi de la dosimétrie opérationnelle du personnel affecté à des travaux sous rayonnements ou intervenant en zone contrôlée, l'utilisation si nécessaire d'EPVR filtrants (Equipements de Protection des Voies Respiratoires), un référentiel des durées d'intervention en tenue de protection et des recommandations pour l'évaluation de la situation de travail.

En particulier, aux termes de ces consignes :

- la somme des doses efficaces reçues par exposition externe et interne par un travailleur intervenant en zone surveillée ou réglementée ne doit pas dépasser 15 mSv sur douze mois consécutifs ;
- les appareils, équipements de protection et instruments de mesure du Titulaire doivent respecter, en particulier, les conditions suivantes :
  - les dosimètres doivent être compatibles avec le système de suivi de la dosimétrie opérationnelle CARD utilisé par le CEA ;
  - les EPVR filtrants doivent être certifiés CE et avoir été vérifiés selon une méthode normalisée ou validée par le CEA dans l'année qui précède leur utilisation dans les installations du CEA. Une copie des certificats de contrôle devra être remise au CEA ;
  - la durée maximale de port des tenues avec ou sans adduction d'air doit respecter le référentiel établi par le CEA figurant dans la spécification technique d'achat du présent marché ou doit être validé par le Service de Santé au Travail du Centre de Cadarache en concertation avec le service de médecine du travail du Titulaire dans le cadre d'une convention signée entre eux.

Le CEA procède directement à la transmission des résultats nominatifs de dosimétrie opérationnelle issus du système CARD par informatique vers la base SISERI de l'IRSN. Le CEA met par ailleurs les résultats de la dosimétrie opérationnelle à la disposition de la Personne Compétente en Radioprotection (PCR) du Titulaire, au travers d'un accès à la borne informatisée de consultation de la base CARD2. Cette disposition permet à la PCR d'assurer le suivi de la dosimétrie opérationnelle des intervenants pour le compte de son entreprise et d'assurer la communication des résultats, sous leur forme nominative, au travailleur concerné, au médecin désigné à cet effet par celui-ci, au médecin du travail dont il relève, et au chef d'établissement, ainsi que les communications prévues par le décret n° 2003-296.

### **3. Respect par le Titulaire du marché de la réglementation fiscale et sociale**

Le Titulaire s'engage à remettre :

- Lors de la conclusion du présent marché et tous les six mois à compter de sa signature, jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (s'il est établi en France) ou à l'article D.8222-7 (s'il est établi à l'étranger) du code du travail et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail) ;
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique).

En outre, conformément aux dispositions de l'article R.1263-12 du code du travail, si le Titulaire est établi à l'étranger et qu'il détache un ou plusieurs salariés en France, il doit fournir, avant le début du détachement, les documents suivants au CEA :

Référence du document	PRJH	B23-01514-EMA	5200XXXXX/PG000	26/32
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

- Une copie de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice « SIPSI » du Ministère chargé du travail ;
- Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du travail.

Le Titulaire doit s'assurer, lors de la conclusion du marché et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions Générales d'Achat du CEA).

#### **4. Les habilitations – les certifications**

Le Titulaire s'engage à fournir au CEA, préalablement à l'exécution du présent marché, les certificats et les habilitations requis pour tous les personnels amenés à intervenir sur le Centre de Cadarache (travaux d'ordre électrique, conduite des appareils de levage et des engins de manutention, intervention en zone réglementée etc.) et à signaler toute modification des documents intervenant en cours d'année. Le CEA décline toute responsabilité à l'occasion de dommages causés par les salariés du Titulaire dépourvus d'habilitation.

#### **5. Les modalités d'accès au Centre**

##### **5.1 La procédure CEA**

L'accueil des personnels du Titulaire s'effectuera conformément aux dispositions des procédures d'accès au centre CEA listées ci-après :

- Procédure « demande d'accès au centre CEA de Cadarache » référence DEN/CAD/DIR/PR/019,
- Procédure « demande d'accès autre que visiteur » référence DEN/CAD/DIR/PR/020.

A cette fin et avant le début d'exécution de la prestation objet du présent marché, le Titulaire se rapprochera de son correspondant technique contractuel (Unité donneur d'ordre) et lui délivrera toutes les informations lui permettant d'effectuer les démarches nécessaires pour l'accès des personnels du Titulaire.

Les demandes d'accès obéissent à des régimes différents suivant la durée de la présence sur le Centre de Cadarache telle que prévue au marché :

La demande d'accès est réalisée par l'Unité donneur d'ordre, avec un délai d'anticipation entre la saisie dans l'application informatique HORUS et l'entrée sur le centre des personnels du Titulaire de :

- personnel UE : 7 jours incompressibles,
- personnel non UE : 20 jours ouvrés (délai réduit à 3 jours si le personnel est accompagné d'un agent CEA en permanence et sous réserve de l'obtention d'une dérogation de l'Officier de Sécurité du centre).

##### **Présence de longue durée (supérieure ou égale à 32 jours sur le centre) :**

La demande d'accès est réalisée par l'Unité donneur d'ordre qui dépose auprès du service accueil du CEA (bâtiment 105) une demande de Laissez-Passer Entreprise (LPE), dûment remplie et signée par le Titulaire avec toutes les pièces justificatives requises, suivant le formulaire adapté décrit dans la Procédure CEA précitée.

Dans le cas d'une première demande d'accès sur le Centre de Cadarache, cette demande de LPE devra être déposée auprès du service accueil du CEA (bâtiment 105) **deux (2) mois avant le début d'exécution de la prestation.**

Dans le cas où l'Unité donneur d'ordre doit faire travailler le Titulaire avant ce délai de 2 mois, elle devra, après le dépôt du dossier, initier également une demande d'accès pour une présence de courte durée.

Dans le cas d'un renouvellement d'accès, cette demande de LPE devra être déposée auprès du service accueil du CEA (bâtiment 105) **quinze (15) jours avant le début d'exécution de la prestation.**

##### **5.2 Les jours de fermeture du Centre de Cadarache**

Les jours de fermeture pourront être communiqués au Titulaire sur simple demande auprès de l'interlocuteur commercial CEA.

Référence du document	PRJH	B23-01514-EMA	5200XXXXX/PG000	27/32
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

## **6. La sous-traitance**

Les dispositions de la présente annexe s'appliquent également aux sous-traitants du Titulaire, proposés en début de marché ou en cours d'exécution.

Référence du document	PRJH	B23-01514-EMA	5200XXXXX/PG000	28/32
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Article « Assurance construction » - Version 2009

Dispositions applicables aux marchés de travaux de construction

Les principes exposés ci-dessous s'appliquent aux marchés passés par le CEA lorsqu'ils concernent une opération de construction d'un ouvrage ou de fourniture d'équipements avec montages et/ou essais.

A/ Responsabilité

Conformément aux dispositions de la loi n°78-12 du 04.01.1978, ou de tous autres textes ultérieurs qui la modifieraient, ou lui seraient substitués, le titulaire, en tant que constructeur, est responsable de plein droit envers le CEA, des dommages, même résultant d'un vice du sol, qui compromettent la solidité de l'ouvrage ou des éléments indissociables des ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos et de couvert ou encore qui, affectant l'ouvrage ou l'un de ses éléments d'équipement dissociables ou indissociables, le rendent impropre à sa destination.

Le point de départ retenu pour la mise en jeu de cette responsabilité est fixé à la date d'effet de la réception de l'ouvrage objet du présent contrat, telle que définie par l'article 1792-6 du Code civil, issu de la loi n°78-12 du 04.01.1978 modifiée. Si des ouvrages ont fait l'objet d'une réception partielle (acceptation), le point de départ de ces responsabilités est fixé à la date du prononcé de la réception globale.

B/ Assurance du titulaire

Le titulaire doit souscrire une police d'assurance de responsabilité civile générale et professionnelle, couvrant pour un montant suffisant les conséquences pécuniaires de tous dommages corporels, matériels et immatériels, consécutifs et non consécutifs, survenant pendant ou après les travaux, pour lesquels des tiers, le maître d'ouvrage, ou toutes victimes seraient en droit de demander réparation.

Le titulaire doit souscrire une police d'assurance de responsabilité civile décennale, si possible en capitalisation, garantissant l'ensemble des responsabilités mises à sa charge par la loi précitée du 04.01.1978 et ses modifications ultérieures. Cette police garantira aussi bien les ouvrages dont l'assurance a été rendue obligatoire par l'article L.241-1 du Code des assurances que les ouvrages non soumis à cette obligation d'assurance.

Les garanties mises en place par le titulaire doivent notamment inclure la couverture de la garantie de bon fonctionnement des éléments d'équipements dissociables au sens de la loi précitée, des dommages matériels aux parties anciennes de la construction sur, sous, ou au voisinage desquelles sont exécutés les travaux neufs ainsi qu'aux biens mobiliers s'y trouvant, et de tous dommages immatériels.

Le titulaire doit vérifier au préalable qu'il satisfait bien aux conditions exigées pour bénéficier d'une garantie d'assurance compatible avec les travaux de son ou de ses lot(s) tant du point de vue de leur nature que de leur montant. Cette disposition s'applique notamment dans le cas de travaux de technique non courante.

Il devra notamment :

- apporter la preuve de sa qualification par tous moyens appropriés, y compris les certificats officiels ou professionnels,
- avoir la classification voulue pour pouvoir prétendre être couvert, sous quelque forme que ce soit, par avenant à sa police et/ou par option à une police de rang supérieur, intégrant les éventuels travaux complémentaires qui seraient admis en cours d'exécution,
- satisfaire aux conditions de qualification exigées pour être couvert des éventuels travaux à caractère exceptionnel ou employant des procédés spéciaux.

Le titulaire s'engage à répercuter dans ses liens contractuels l'ensemble des dispositions de la loi précitée du 04.01.1978 et l'ensemble des dispositions de la présente clause, de façon que celle-ci devienne contractuellement pleinement applicable à ses sous-traitants.

### C/ Assurance du CEA « maître d'ouvrage »

Il est précisé au titulaire que le CEA, en sa qualité de maître d'ouvrage, souscrit une assurance Tous risques chantier, pour le compte de tous les participants à l'ouvrage, lorsque l'opération de construction dépasse un montant fixé chaque année.

Par le simple fait de leur candidature, les constructeurs s'obligent à adhérer à cette police dans le cas où, déclarés titulaires du marché, cette police serait mise en place par le CEA maître d'ouvrage et à sa seule initiative.

De même, le CEA se réserve le droit de mettre en place une police d'Assurance décennale génie civil et/ou Dommages ouvrage du maître d'ouvrage pour les opérations dépassant un certain plafond fixé chaque année.

La souscription de ces polices d'assurance, ou le fait pour le CEA de ne pas souscrire de garantie pour un chantier, est sans incidence sur les risques et responsabilités assumés par les participants et découlant des lois, règlements, normes et obligations contractuelles futures, ces polices n'apportant, à cet égard, aucune modification, dérogation ou novation quelconque.

Le titulaire est tenu de demander au CEA si l'opération concernée répond aux critères susmentionnés et si elle fera l'objet de la souscription d'une police d'assurance Tous risques chantier et/ou d'une police d'Assurance décennale génie civil.

#### C/1 La police Tous risques chantier

##### Description de l'assurance

Lorsqu'elle est mise en place, la police Tous risques chantier garantit, avant réception, l'ensemble des participants à la réalisation des travaux, contre les dommages matériels subis par l'ouvrage avec une franchise définie par le CEA, sous réserve des exclusions habituelles à ce type de police d'assurance.

##### Adhésion

Par le simple fait de sa candidature, le titulaire s'oblige à adhérer à cette police dans le cas où cette assurance est mise en place par le CEA maître d'ouvrage.

##### Recours

En cas de dommage matériel à la construction entrant dans le champ de la couverture de la police Tous risques chantier, le CEA se réserve le droit, en cas de sinistre, d'exercer un recours contre le titulaire responsable et ses éventuels sous-traitants en l'absence de prise en charge par les assureurs du CEA de tout ou partie du préjudice qu'il subit.

##### Paiement des primes

Le titulaire est informé que le paiement des primes relatives à l'assurance Tous risques chantier est supporté par le CEA. Le titulaire est donc tenu, lorsque cette police est mise en place, de présenter son offre coût de l'assurance exclu.

##### Gestion de la police et des sinistres

Le CEA, en tant que souscripteur de la police, agit seul et valablement vis à vis de l'assureur pour l'ensemble des assurés, y compris pour le règlement des sinistres.

Référence du document	PRJH	B23-01514-EMA	5200XXXXX/PG000	30/32
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	



C/2 La police d'assurance Dommages ouvrage du maître d'ouvrage

Les ouvrages soumis à obligation d'assurance en fonction des dispositions du Code des assurances, dont le montant dépasse un seuil fixé chaque année par le CEA, font l'objet de la part du CEA de la mise en place d'une police d'assurance Dommages ouvrage. Pour ces ouvrages, le montant de garantie dont dispose le titulaire au titre de sa police d'assurance responsabilité civile décennale devra être égal au montant des travaux, dans la limite d'un plafond de garantie à définir pour les marchés de maîtrise d'œuvre, de bureau d'études et de bureau de contrôle, pour les marchés de second œuvre et pour les marchés de gros œuvre et de clos couvert (y compris étanchéité).

C/3 La police d'Assurance décennale génie civil du maître d'ouvrage pour les ouvrages non soumis à obligation légale d'assurance

Description de l'assurance

Les ouvrages non soumis à obligation d'assurance, en fonction des dispositions de l'article L.243-1-1 du Code des assurances (qualifiés contractuellement d'ouvrages de génie civil) et dont le montant dépasse un seuil fixé chaque année par le CEA, sont couverts par une police d'Assurance décennale génie civil du maître d'ouvrage. Ces ouvrages sont garantis pour les dommages de nature décennale compromettant la solidité et/ou l'étanchéité du clos et du ouvert.

Recours

Les assureurs renoncent à recours pour les dommages couverts par cette police à l'encontre des constructeurs et de leurs sous-traitants, ainsi que de leurs assureurs en responsabilité civile décennale.

Le CEA renonce également à recours à l'encontre des constructeurs responsables et de leurs sous-traitants, au-delà du montant de la franchise de leur police d'abonnement habituelle, dans la limite de la franchise de la police d'Assurance décennale génie civil souscrite par le CEA.

Paiement des primes

Le titulaire est informé que le paiement des primes relatives à l'Assurance décennale génie civil est supporté par le CEA.

Principales exclusions

Le titulaire est informé de la présence des exclusions principales suivantes : les cas de force majeure ou de cause étrangère, l'absence de travaux, les économies abusives, les réclamations relatives à des performances tout à fait inusuelles exigées des ouvrages, par exemple la stabilité dimensionnelle, les dommages trouvant leur origine dans les vibrations quelles que soient les performances antivibratoires des dispositifs prévus.

Responsabilité pour les exclusions

Le titulaire reste responsable des dommages susceptibles de résulter de tous les événements non couverts par la police d'Assurance décennale génie civil souscrite par le CEA.

Mise en place de l'Assurance décennale génie civil

Lorsqu'une police d'Assurance décennale génie civil est mise en place par le CEA pour un ouvrage non soumis à obligation d'assurance légale, le titulaire est déchargé de son obligation de souscrire une police d'assurance responsabilité civile décennale personnelle pour cet ouvrage.

## **D/ Présentation des offres**

### **Modalités**

Pour les ouvrages soumis à obligation d'assurance au sens de l'article L.241-1 du Code des assurances, les offres sont présentées coût de l'assurance responsabilité civile décennale inclus et pour un montant de garantie au moins égal à la valeur de l'ouvrage à construire, dans la limite d'un plafond à fixer pour les marchés de maîtrise d'œuvre, de bureau d'études et de bureau de contrôle, pour les marchés de second œuvre et pour les marchés de gros œuvre et de clos couvert (y compris étanchéité).

Les modalités d'assurance du titulaire et leur conformité aux prescriptions énoncées ci-dessus seront appréciées lors des opérations de passation des marchés.

Pour les ouvrages non soumis à obligation d'assurance en vertu des dispositions de l'article L.243-1-1 du Code des assurances et faisant l'objet d'une police d'Assurance décennale génie civil souscrite par le CEA maître d'ouvrage, les offres seront présentées coût de l'assurance responsabilité civile décennale exclu.

### **Paiement des primes**

Aucun paiement d'acompte, remboursement de la retenue de garantie ou mainlevée de la caution qui la remplace, ainsi que le règlement pour solde, ne pourra intervenir au profit du titulaire s'il ne peut fournir les justificatifs demandés, y compris les attestations des compagnies d'assurance certifiant que les primes ont été intégralement réglées.

Si besoin est, le CEA se réserve la faculté de retenir le montant des primes impayées par le titulaire sur les situations qui lui sont dues et de les payer, en son lieu et place, aux compagnies d'assurance.

### **Pièces à fournir**

Le titulaire est tenu de produire, lors de son offre, les attestations suivantes :

- une attestation de qualification d'un organisme agréé, en cours de validité et correspondant aux travaux effectués,
- les attestations d'assurance de responsabilité civile générale et professionnelle, émanant de sa compagnie d'assurance, datées de moins de six mois, indiquant le numéro et la date d'effet du marché, les garanties accordées, leurs montants et franchises, les activités, la nature des prestations ou des missions garanties et justifiant qu'il est à jour du paiement des primes,
- s'il est déjà titulaire d'une police d'assurance de responsabilité civile décennale, une attestation sur l'honneur précisant qu'il n'a pas fait l'objet, au titre de son assurance responsabilité civile décennale, ni d'une résiliation pour sinistre, ni de majorations tarifaires pour mauvais résultats au cours des deux dernières années,
- une attestation des fabricants de composants mis en œuvre par lui, certifiant que ces fournisseurs de composants sont bien couverts pour leur responsabilité découlant de l'article 1792-4 du Code civil.

Le titulaire est tenu de produire, à la date d'ouverture du chantier :

- une attestation d'assurance responsabilité civile décennale, émanant exclusivement de sa compagnie d'assurance, valable à la date d'ouverture du chantier, et mentionnant le numéro et la date d'effet du contrat, les garanties accordées, leurs montants et franchises, les qualifications, les activités, la nature des travaux ou des missions couvertes, la conformité avec les clauses types rendues obligatoires par la loi précitée du 04.01.1978 et ses modifications ultérieures, et justifiant que le titulaire est à jour du paiement des primes.